Vive le Parti Socialiste Unifié !

9 AVRIL 1960 PRIX : 0,40 NF. No 1

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Des socialistes...

LE 3 avril 1960 marquera une date dans la vie du socialisme en France et dans l'histoire du socialisme international. La naissance d'un Parti Socialiste Unifié **a, ce jour-là, mis au service des masses populaires pour la défense de leurs libertés et de la paix l'instrument de combat qu'elles attendaient.**

La gauche a maintenant un point de rassemblement, une doctrine, un programme, une volonté.

LE Parti Socialiste Unifié **groupe déjà, par la fusion du** Parti Socialiste Autonome, **de l'**Union de la Gauche Socialiste **et de** Tribune du Communisme, **des effectifs importants, uniquement composés de militants convaincus et désintéressés dont bien des organisations politiques souhaiteraient avoir le nombre et l'ardeur. L'efficacité accrue qui en résulte pour l'action suffisait déjà pour justifier et même exiger la création de ce grand parti des travailleurs. La « fusion » réalisée le 3 avril a encore une autre signification :**

Le capitalisme et la réaction ont désormais en face d'eux une force dont la raison d'être et la volonté tenace sont de les combattre et de les abattre.

...rien que des socialistes !

LE Parti Socialiste Unifié **se refuse, et se refusera toujours à croire qu'on peut défendre valablement la** liberté **avec ceux qui ont capitulé devant l'émeute et la sédition militaire, la** démocratie **avec ceux qui l'ont livrée aux emprises du pouvoir personnel, la** laïcité **avec ceux qui ont ouvert les portes à la réaction et ont fait appel, pour être élus, à ses voix, sachant fort bien qu'à toutes les époques de notre histoire les premiers assauts de la réaction ont toujours été dirigés contre l'école publique et contre la laïcité de l'Etat !**

LE Parti Socialiste Unifié **sait que le problème algérien est le premier de tous les problèmes et les conditionne tous. Il appelle tous les démocrates à manifester avec éclat dans ses rangs et autour de lui leur ferme volonté d'une paix rapide et, par conséquent, d'une négociation immédiate, tout d'abord avec ceux avec qui on se bat.**

C'est la guerre d'Algérie qui a permis aux officiers factieux de bafouer tout à la fois la discipline et la nation. C'est la guerre d'Algérie qui a infligé à un peuple civilisé et qui se veut humain une solidarité déshonorante avec les équipes sadiques de la torture.

Le combat pour la paix en Algérie, voilà le premier objectif du P.S.U.

La propagande, l'action et la lutte contre les méfaits du capitalisme générateur de profits scandaleux, de désordre et d'anarchie, voilà sa raison d'être.

La marche à la VI^e^ République, qui ne peut être qu'une République socialiste, voilà l'espérance qu'il apporte.

A un parti unifié, une presse unifiée. La Tribune du Socialisme, **la** Tribune du Peuple **et la** Tribune du Communisme **font place à partir de ce numéro à la** TRIBUNE SOCIALISTE.

Les titres changent. Mais la même pensée continue. La même volonté intransigeante. Et la même ténacité dans l'union née dans l'enthousiasme et qui nous mènera à la victoire.

Le congrès du P.S.A. : un grand souci d'efficacité

A la veille du congrès de fusion, les ultimes délibérations de notre Parti furent toutes entières tendues vers l'efficacité. La presse bourgeoise a mis l'accent sur les débats consacrés à la mise au point de l'appareil politique et administratif du futur Parti.

Dès la première séance, ouverte vendredi matin, alors que la salle des fêtes de la Mairie d'Alfortville bruissait des conversations des 400 délégués rassemblés, on comprit que ce deuxième et dernier congrès du P. S.A. ne le cèderait en rien à celui de Montrouge. Isvi, rapporteur de la Commission de Contrôle, présenta rapidement le rapport financier, après que Bleuse, maire d'Alfortville, eut souhaité la bienvenue aux congressistes.

LE RAPPORT MORAL

Depreux ouvrit la discussion générale par la présentation du rapport moral. Il exposa le bilan de l'action du Parti. Le secrétaire général du P.S.A. pouvait très justement faire preuve d'optimisme.

« *Qu'il s'agisse en effet de la santé morale ou physique du Parti, la situation, disait-il, est bien meilleure que ce que les plus optimistes pouvaient espérer après le congrès de Montrouge, au moment où il fallait regrouper non seulement les seuls socialistes, mais aussi tous les socialistes. La tâche n'était pas facile, au lendemain du jour où « la démission d'un certain nombre d'hommes qui se sont défaits de leurs responsabilités entre les mains d'un homme providentiel entrainait une chute verticale de l'esprit public.* »

Le mandat du congrès de Montrouge a donc été rempli.

La croissance a été permanente:

« *Si j'affirme que nous sommes 20.000, je crois que je n'exagère pas, même si le Trésorier fait quelques réserves financières* », affirme Depreux au congrès qui, par ses applaudissements, confirme cette hypothèse. Il note que dans tous les départements, le P.S.A. est maintenant présent. Les progrès enregistrés par les 90 fédérations métropolitaines sont certes inégaux. La Fédération de la Seine compte déjà 3.000 membres; celle de la Seine-et-Oise 1.000, ainsi que celle du Gard. Neuf conseillers généraux de ce département appartiennent au P.S.A. Le Finistère et les Côtes-du-Nord sont très près de ces deux dernières fédérations. Des progrès importants ont été enregistrés également dans les Ardennes, l'Isère, la Haute-Savoie, la Marne. La satisfaction d'Edouard Depreux est particulièrement visible lorsqu'il fait état de l'existence de fédérations P.S.A. dans le Nord, le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône, où la S.F.I.O., de plus en plus, apparaît comme une fédération de comités électoraux.

En ce qui concerne la composition de l'ensemble des militants du Parti, Edouard Depreux observe qu'à peine un tiers proviennent de l'ancienne S.F.I.O. Un afflux d'adhésions a suivi celles de P. Mendès-France et de ses amis ainsi que de nombreux inorganisés, des intellectuels, des universitaires en particulier. Les adhésions nouvelles sont souvent celles d'hommes de 20 à 30 ans et les jeunesses ont enregistré l'apport de garçons encore plus jeunes.

De nombreux ouvriers de la mine, en Meurthe-et-Moselle et dans le Gard notamment, ont rejoint nos rangs. Il en a été de même dans la Haute-Saône et dans le Pas-de-Calais.

Edouard Depreux évoque les conditions dans lesquelles les candidats du Parti ont affronté les consultations électorales, et il note en particulier le succès du docteur Brau, en Seine-et-Marne, et le résultat appréciable obtenu par le candidat du Parti en Ille-et-Vilaine.

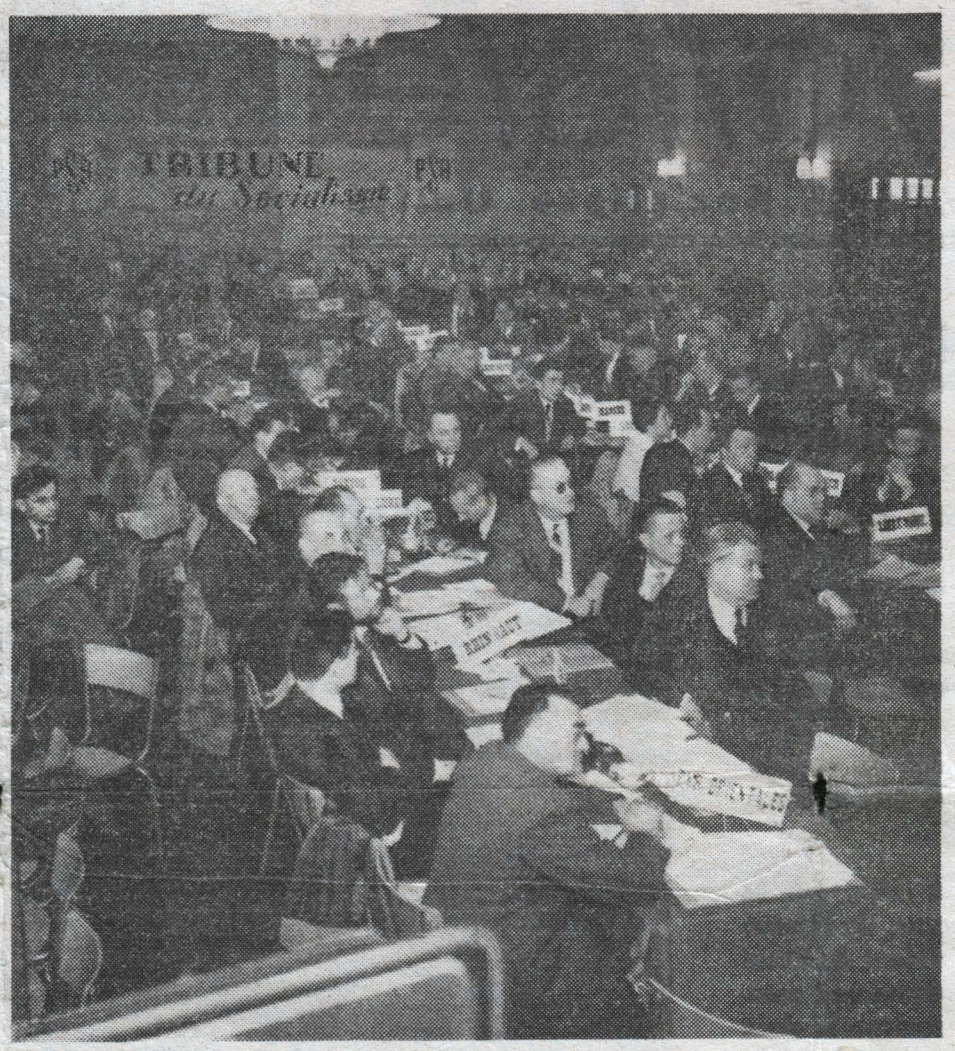
Mais, observe E. Depreux: « *un échec sur des positions socialistes vaut mieux qu'un succès sur un compromis scandaleux.* »

E. Depreux examine ensuite les conditions dans lesquelles Mendès-France et ses amis ont adhéré au P. S.A. et il affirme que lorsqu'un homme comme lui prononce le terme socialiste, ce n'est pas à la légère: « *Je préfère,* dit-il, *quelqu'un qui se dit socialiste modéré et qui ne fait pas d'opportunisme et de démagogie, à d'autres qui cachent derrière la fidélité au vocabulaire et au dogmatisme révolutionnaire l'opportunisme de tous les jours.* »

LE PROBLEME DE LA FUSION

Le débat sur ce problème important a été ouvert par Robert Verdier qui informa le congrès des résultats des travaux du comité d'entente sur la déclaration de principe. Ce texte devrait permettre la fusion, mais les instances responsables du Parti Unifié — ainsi que le recommande la motion adoptée par le congrès — devront en extraire la Charte de propagande. Il en ira de même pour le programme qui sera extrait de l'étude de base et soumis au premier congrès du P.S.U. après les délibérations des sections et des fédérations.

Oreste Rosenfeld assigne au Parti Socialiste Unifié une tâche qu'il estime essentielle: « *grouper tous les socialistes et communistes sincères, tous les travailleurs manuels et intellectuels en une seule et grande formation qui entrainerait toute la gauche au combat contre le système actuel et pour l'instauration d'une société fondée sur la justice sociale, la liberté et le bien-être de tous.*



« *Celui qui nie la nécessité de transformer la société capitaliste en société socialiste, celui qui croit à l'amélioration du système capitaliste par ses propres moyens, celui qui croit que pour l'instauration du mode socialiste de production, il faut recourir à la dictature et à la terreur, celui-là se serait fourvoyé dans notre Parti.* »

Faye (Seine) est d'un avis très proche. Le Parti, pour défendre les intérêts politiques et sociaux des salariés doit être doté d'une doctrine révolutionnaire et d'une solide structure. Le socialisme, affirme André Philip, c'est le plan, l'organisation de la vie économique au service de tous, la négation de la propriété individuelle, l'appropriation des moyens de production par la société. Il ne lui paraît pas nécesaire que le Parti choisisse entre les multiples courants philosophiques de gauche qui doivent pouvoir cohabiter en son sein; cette cohabitation n'est possible, selon Philip, que si un choix n'est pas imposé par les tenants d'une idéologie déterminée. Il appartenait à Daniel Mayer de soulever l'émotion des congressistes.

— « *Notre nouveau Parti doit être ouvert à tous les salariés, tous les travailleurs, tous les exploités, à tous ceux qui veulent substituer la société collectiviste, socialiste ou communiste au régime capitaliste. Seuls les Carriéristes n'ont pas leur place parmi nous. C'est la seule tendance qui doit être exclue.* »

Certains délégués, en ce qui concerne la tactique, et ce fut le cas d'André Hauriou (Haute-Garonne), se préoccupèrent de ne pas laisser penser que le P.S.U. puisse entraîner la gauche française vers un régime de démocratie populaire. Par contre d'autres estimèrent que le danger essentiel étant le fascisme que l'armée peut imposer, il convenait de ne prononcer aucune exclusive à gauche.

Rous (Seine) souhaita que le Parti consacre tous ses efforts à provoquer l'unité syndicale.

L'ALGERIE

L'action de l'armée, qui ne peut être séparée bien entendu des problèmes de l'Algérie, a constitué l'élément commun à l'ensemble des interventions. Tous les orateurs ont souligné l'extrême difficulté de résoudre les problèmes de l'actualité politique, économique et sociale aussi longtemps que la paix ne sera pas rétablie. L'ouverture d'une négociation avec tous ceux qui se battent, quelles que soient leurs tendances, demeure le seul moyen de mettre fin au conflit. Le délégué de la Fédération d'Alger, Luchaire, dans une intervention très attentivement écoutée par les congressistes, a analysé les composantes ethniques sociales, politiques et économiques des différentes communautés algériennes et déterminé leurs réactions en fonction de l'évolution de la politique gouvernementale. « *Les Européens activistes affirment qu'ils vont recommencer, il n'est pas possible de savoir ce que fera l'armée, mais si les officiers activistes savent qu'en arrivant à Marseille ils trouveront la grève générale et, sur la Loire les métallos de Saint-Nazaire, ils y regarderont à deux fois avant de déclencher la guerre civile.* »

LES PROBLEMES AGRICOLES

Dans une intervention très écoutée, Tanguy-Prigent devait développer une politique agricole rationnelle. Nous ne pouvons, faute de place, reproduire son exposé qui fera l'objet d'une étude approfondie dans l'un de nos prochains numéros.

Soulignons cependant que l'orateur s'est élevé contre la démagogique et ruineuse politique d'indexation des prix agricoles à quoi il a opposé le principe d'un prix minimum garanti, une organisation rationnelle des marchés seuls capables de réaliser le *revenu minimum juste par exploitation.*

Tanguy-Prigent expose aussi la nécessité d'un Fonds national, puis européen avant d'être international, de péréquation et de stabilisation des produits agricoles et alimentaires.

Mais il appartient au Parti, conclut Tanguy-Prigent, *d'étudier à fond ces mesures qui redonneront au monde paysan le goût de sa fatigue et qui devrait le sauver des entreprises démagogiques et fascistes du corporatisme poujadiste.*

Après que Laval (Seine) eut exalté le travail de la jeunesse, Bécu, secrétaire général des Jeunesses et Pomorti, secrétaire général des Etudiants firent le bilan de l'action de leurs organisations respectives. Le congrès apprécia en particulier l'action des étudiants socialistes autonomes lors des événements de février. Le rapport moral d'Edouard Depreux fut adopté sauf quelques abstentions.

LA LAICITE

Avant de se séparer en fin d'après-midi du samedi le congrès adopta plusieurs motions, les rapports sur l'action des Jeunesses, des Etudiants, il désigna la commission de contrôle et celle des conflits et, à la demande de Jean Binot, de la Seine-Maritime, salua « *la décision du conseil supérieur de l'Education Nationale qui a rejeté les décrets d'application de la loi d'aide à l'enseignement privé. Il se félicita que la pétition soumise au pays par le C.N.A.L. ait recueilli plus de 10 millions de signatures, démontrant ainsi que le démentèlement de la loi laïque a été décidé par un Parlement qui a cessé d'être l'expression de la volonté du pays.* »

Les séances ont été successivement présidées par Bleuse, maire d'Alfortville, Berthet (Isère), Mazier (Côtes-du-Nord), Cohen-Hadria (Tunisie), Joublot (Seine).

Abonnez-vous à Tribune socialiste

TRIBUNE SOCIALISTE
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Administration *(provisoire)*
54, Bd Garibaldi, Paris (15e)
Téléphone : Suffren 19-20 et 19-21
Versements à A. SEURAT
3, rue Dulaure, Paris-20e
C.C.P. 16-005-41 Paris

L'exemplaire : 0,40 NF

Abonnement de soutien ..	30	NF
» 1 an	19	»
» 6 mois	10	»
» 3 mois	5	»
Etranger, 1 an	30	»
Par avion : Europe et Afrique du Nord	50	»
Par avion : autres pays..	85	»

Pour tout changement d'adresse envoyer 0,50 NF en timbres-poste et la dernière bande.

TRIBUNE SOCIALISTE naît aujourd'hui de la fusion de « Tribune du Peuple », de « Tribune du Socialisme » et de « Tribune du Communisme », et sera évidemment servi aux anciens abonnés de ces organes.

Ce numéro est un numéro spécial, uniquement consacré aux congrès, mais chaque semaine vous trouverez dans « Tribune Socialiste » l'analyse de l'actualité politique, économique et sociale, les positions et l'action du parti.

Sans plus tarder, abonnez-vous. Aidez-nous en faisant connaître « Tribune Socialiste » autour de vous. Envoyez-nous des listes d'adresses.

Le succès de « Tribune Socialiste » est entre vos mains !

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

LA CONFÉRENCE DE "TRIBUNE DU COMMUNISME"

La conférence nationale de « Tribune du Communisme » s'est tenue samedi, à la Mutualité, en deux séances qui ont occupé l'après-midi et la soirée. Elle a réuni quatre-vingts militants dont la grande majorité représentait la région parisienne.

La discussion de l'après-midi a porté sur les deux textes qui avaient été soumis à la réflexion des camarades par l'envoi d'un numéro spécial de « Tribune du Communisme ». Le rapport politique du Bureau de Tribune a été dans l'ensemble très largement approuvé. L'analyse des causes de la crise de la démocratie a été approfondie par plusieurs interventions. Ce qui a été vaincu le 13 mai 1958, ce n'est pas le socialisme, c'est la démocratie bourgeoise traditionnelle impuissante à résoudre ses contradictions sociales, politiques et coloniales. Ce qui a été révélé le 13 mai 1958, et le 24 janvier 1960, ce n'est pas l'échec du socialisme en général, mais l'impuissance des deux partis traditionnels qui se réclament du socialisme en France et qui n'ont jamais été capables, ni en 1936, ni en 1945, ni depuis, d'ouvrir au pays la voie politique vers la libération sociale. D'où la nécessité d'une nouvelle formation, non pas pour ajouter un élément de division au mouvement ouvrier français, mais au contraire pour tenter de dépasser la scission désormais anachronique de 1920 et préparer, sur un programme adapté à la France d'aujourd'hui et de demain, le rassemblement nécessaire de toutes les forces socialistes de notre pays. A ce sujet, plusieurs camarades ont mis en garde la conférence contre le danger de l'anticommunisme. Et il est certain que face au pouvoir gaulliste, dont chaque semaine, chaque mois qui passe découvre davantage le caractère réactionnaire, l'unité tactique des forces de gauche en France est indispensable, et que le nouveau parti doit tout faire pour aider à sa réalisation.

Prendre appui sur les transformations actuelles

La fin de l'après-midi fut consacrée au rapport économique. L'expansion économique capitaliste et la modernisation technique de ces dix dernières années posent incontestablement des problèmes nouveaux au socialisme français, sans pour autant bouleverser les données fondamentales de l'analyse marxiste. Mais celle-ci doit prendre appui sur les transformations qui s'opèrent dans la société industrielle et aussi dans les campagnes pour rallier au socialisme, c'est-à-dire à la socialisation des moyens de production, toutes les couches sociales progressives du pays, contre la propriété capitaliste, qui est non seulement le grand capital, mais aussi ses bases de classe dans la moyenne bourgeoisie rurale et urbaine. Ces données nouvelles ont une importance capitale, soulignée par les camarades de Tribune, dans l'organisation du nouveau parti, et dans la définition de ses alliances.

Après une suspension de séance à l'heure du dîner, la soirée fut occupée par la discussion du projet de discours que le camarade J. Poperen devait faire le lendemain au Congrès de fusion. Les interventions mirent en relief la condamnation catégorique et unanime du régime gaulliste, et la faillite politique des illusions du « gaullisme de gauche ». Pouvoir apparemment arbitral assiégé en réalité par les contradictions de la société française, le gaullisme apparaît de plus en plus impuissant à les résoudre, prisonnier qu'il est des forces les plus réactionnaires du pays, la hiérarchie catholique, l'armée, le grand capital. Et l'espoir qu'il alimenta de mettre un terme à la guerre d'Algérie s'amenuise de jour en jour. A ce sujet, plusieurs camarades insistèrent pour que fût bien soulignée la volonté du futur parti de lutter pour l'indépendance de l'Algérie, même si, à court terme, une solution de compromis pouvait apparaître possible et souhaitable à la gauche française. Et c'est en ces termes réalistes que fut formulée l'opinion de tous les camarades sur le problème algérien.

Résumons-nous : une bonne conférence, dominée par une discussion sérieuse et réaliste des problèmes politiques de l'heure actuelle et du socialisme de demain. J. Poperen devait, le lendemain, en dégager devant le Congrès de fusion les grandes lignes.

A. DELCROIX

Au Congrès de l'U.G.S. : lucidité et détermination

CONGRES de l'U.G.S. Après beaucoup d'hésitations, l'unification avec le P.S.A. a été décidée. Vendredi après-midi, rue de la Grange-aux-Belles, les délégués représentant 78 fédérations engagent la discussion.

En fait le débat de fond a déjà eu lieu avant et depuis le Conseil National du 15 novembre. Dans les sections, les fédérations, les arguments qui militent en faveur de l'unification ont été confrontés à ceux qui la font craindre. Les congrès fédéraux, du 1er au 13 mars ont rassemblé les votes émis en section, les propositions d'amendement aux statuts et au programme.

A partir de là une ultime négociation a été entreprise. Ce sont les résultats de cette négociation, ce qui a été obtenu du P.S.A. que le Bureau National expose à l'ouverture du Congrès. Il est question aussi du protocole provisoire, qui règlera la vie du P.S.U. jusqu'au premier congrès statutaire. Sur beaucoup de points de ce protocole l'accord est fait. Reste un litige : la question du secrétariat.

Le débat s'engage. Regrets à propos de tel ou tel amendement refusé... Mais dans l'ensemble les projets sont jugés satisfaisants. A propos du secrétariat, l'unité se fait vite : s'il y a deux organisations qui fusionnent il doit y avoir deux secrétaires.

Le débat de fond, sur le principe de l'unification se mêle au débat technique. Les adversaires de l'opération précisent une dernière fois leur point de vue. Les partisans débordent sur le débat suivant, précisent l'esprit dans lequel « ils y vont ».

Vendredi après-midi, vendredi soir, samedi matin... A midi, le vote sur les rapports intervient. Il y en a finalement 4, dont 3 pour l'unification, qui obtiennent ensemble 8.223 mandats contre 2.490. Charte, statuts, programme, sont adoptés ensuite.

Revient la question du protocole d'accord et du secrétariat. Le P.S.A. a fait une proposition transactionnelle : trois secrétaires dont un secrétaire national P.S.A. et deux secrétaires généraux-adjoints U.G.S. Elle est discutée et adoptée par 77 voix contre 76.

ORIENTATION DANS LE FUTUR PARTI

S'unifier c'est bien. Mais pourquoi faire?

De cela aussi les congrès fédéraux ont parlé. Des motions ont été adoptées, déposées au bureau du congrès. Elles se retrouvent le vendredi soir en commission des résolutions.

De celle-ci sortirent deux textes.

L'un résulte de la rencontre d'un texte de Paris-ville, dont on a retenu surtout la description de la situation politique avec celui de la Meurthe-et-Moselle repris par le Rhône, qui propose une stratégie d'ensemble pour un parti de type nouveau.

L'autre est présenté par une importante minorité de Paris-ville. Désaccord de fond? Son principal auteur Pierre Naville explique qu'il s'agit d'une divergence assez légère. Le texte Rhône - Meurthe-et-Moselle décrit les secteurs à engager dans l'action politique, les méthodes à employer pour y parvenir. Il esquisse une description du parti adapté à cette action. Description insuffisante dit Naville. Volontairement imprécise répondent les intéressés. Nous situons nos objectifs, notre direction de recherche, nous ne fixons pas à l'avance les contours exacts de ces objectifs que la recherche, la réflexion sur l'action préciseront. Volonté de pragmatisme en somme. Trop de pragmatisme égale imprécision répond Naville, je fais des réserves et je les marque par un texte plus précis dont l'essentiel est un rapide projet de programme de transition.

Telle est la divergence, telle est la discussion qui reprendra en séance pleinière le samedi après-midi. A certains les divergences paraîtront trop minces pour être marquées et comprises. De part et d'autre on leur répondra que divergence ne signifie pas divorce, que présenter deux textes n'est pas décourageant en soi, n'obère pas l'avenir.

Le vote sera finalement caractérisé par un certain nombre d'abstentions. Il donne 8.008 mandats pour la résolution des majoritaires, 1.028 à celle de Naville, 324 abstentions, 1.768 n'ont pas prit part au vote.

Voici deux extraits du texte adopté.

LA SITUATION NOUS IMPOSE NOTRE ORIENTATION

1°. — La lutte pour les libertés démocratiques s'identifie avec la lutte pour le renversement du régime capitaliste dont l'évolution conduit naturellement au système autoritaire. La crise finale du présent régime sera le résultat de l'exaspération des contradictions définies plus haut. Il faut qu'elle soit l'occasion de l'entrée en jeu des masses ouvrières et paysannes, préalablement mobilisée sur un programme de liquidation de la société bourgeoise, de rénovation socialiste et de démocratie directe.

.....

2°. — L'action pour sauvegarder le niveau de vie des classes laborieuses et pour imposer la paix en Algérie par la négociation, la résistance à des tentatives de coup d'Etat franquistes, la lutte contre la politique anti-ouvrière et anti-démocratique du régime, demain pour le renversement du système autoritaire : tous ces combats ne peuvent être menés à bien que par l'unité d'action des travailleurs et des organisations qui les représentent.

5°. .. Les militants U.G.S. n'entendent pas constituer une tendance idéologique fermée ou fondée sur des anciennes appartenances, qui se considéreraient au départ comme minoritaires et pour qui les batailles de motions finiraient par accaparer toutes les activités. Ils s'efforceront d'entraîner la majorité du parti unifié dans l'action quotidienne en s'appuyant sur les mouvements sociaux en évolution.

RECHERCHER DES STRUCTURES ADAPTÉES AUX BESOINS D'UN PARTI D'UN TYPE NOUVEAU

Les statuts du Parti Unifié tout comme ceux de l'U.G.S. dont ils sont fort proches sont imparfaitement adaptés aux besoins d'un parti de type nouveau.

.....

Les assemblées de sections, les congrès et conseils fédéraux et nationaux sont encore trop souvent dans les structures actuelles des partis, des lieux de confrontation portant trop exclusivement sur la politique générale, sans relation suffisante avec les engagements réels des militants et des possibilités d'action. Bien souvent, des oppositions de tendance idéologique ne correspondent plus à des réalités sociales profondes et apparaissent comme des rivalités de personnes. C'est cette structure commune aux petits et aux grands partis de gauche qui est le principal obstacle à la représentation réelle des militants actifs aux postes de direction. Nous voulons donner un autre caractère à notre action dans le parti unifié en l'appuyant sur une liaison constante entre tous les militants engagés pratiquement dans les différents secteurs sociaux.

Nous devons, à partir de la base, créer les structures qui correspondent à cette orientation : groupes et sections d'entreprises, groupes de travail à l'échelon de la ville ou du département dans les secteurs que nous avons définis comme prioritaires. Les résultats obtenus dans ce domaine devront nous permettre de proposer des structures nationales nouvelles permettant la représentation des militants en fonction de leur action, de manière à résoudre ce qui a été une des contradictions essentielles de l'U.G.S. : l'abondance de militants ayant des responsabilités dans les secteurs syndical, familial, culturel, jeunes... et le manque de liaison de ces militants avec le parti qui n'a pas répondu véritablement à leurs besoins.

LA PARTIE LA PLUS IMPORTANTE DES MINORITAIRES

A travers toute cette discussion une question restait en suspens : celle de l'attitude des minoritaires. Une intervention de la secrétaire fédérale de la Gironde marque une volonté de séparation, un appel à ne pas s'incliner devant la décision prise.

Mais parallèlement on apprend des décisions contraires. Peu de minoritaires prennent part au vote des résolutions, mais l'on sait déjà que le Doubs, la Haute-Vienne, la Manche, la Corrèze, la nombreuse minorité du Jura, celle de Moselle resteront.

On annonce la candidature au Comité Politique de Barthod (Doubs) et Rémy (Jura) et de Le Besconte (Deux-Sèvres) qui ont mené jusqu'au bout le combat minoritaire, mais acceptent l'orientation définie. Finalement c'est uniquement la majorité de la Gironde, celle des Bouches-du-Rhône, et une minorité parisienne, et quelques isolés, qui semblent ne pas se décider à rejoindre.

C'est sur cette impression que le Congrès va s'achever.

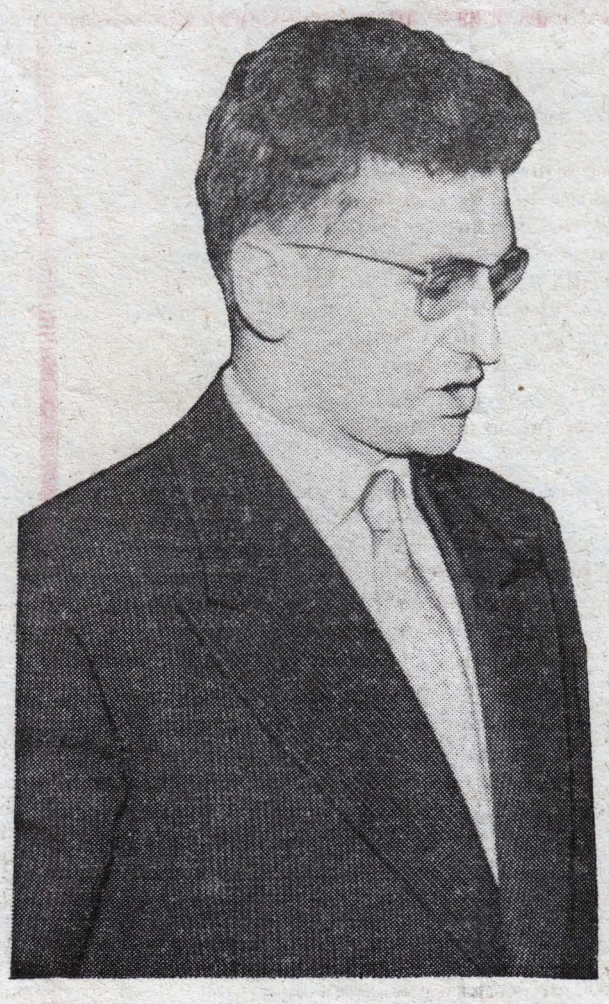
Avant de se séparer, il se donne une délégation au Comité Politique National, qui, par rapport à l'U.G.S. renforce la proportion de militants syndicalistes et de militants de province.

L'U.G.S. a hésité. Elle s'est décidée lucidement. Ses militants continuent, pour le socialisme un combat sans concession.

POUR UNE REP

Jean POPEREN

du Bureau de Tribune du Communisme



Posons les conditions de l'unité du mouvement socialiste

En soi, la création d'une force politique nouvelle, si dynamique soit-elle, si puissante qu'elle devienne, ne résoudra rien. Sans doute faut-il d'abord grandir, se renforcer, tenir sa place. Mais s'il ne devait s'agir que d'occuper un secteur du paysage politique traditionnel de la gauche, alors rien de décisif ne serait changé de cette impuissance, de cette division qui nous ont conduit au désastre. Notre conception du nouveau parti et de son jeu politique doit être dynamique. Le principe essentiel de notre action doit être que le renforcement du parti, sa cohésion croissante soient le levier irrésistible qui fera sauter les barrières, qui forcera les interdits des préjugés et du dogmatisme. Ce sera une entreprise longue et difficile. Mais il n'est d'autre chemin, pas d'autre recette. Il faut l'entreprendre très vite sans préjugé paralysant à l'endroit de ces deux secteurs considérables de l'opinion qu'influencent la SFIO et le PCF. Car ces deux forces existent. Elles demeurent des réalités solides. Il y aurait le plus grand péril à conclure de leur paralysie à leur inévitable et rapide dépérissement politique. Les fidélités politiques en France sont plus tenaces et les masses ne se détournent pas aisément de ceux qu'elles ont eu, dans un passé plus ou moins lointain, des raisons valables de suivre.

Mais en revanche, ces masses sentent confusément qu'il faut surmonter enfin une absurde division, que les événements récents ont encore aggravée, mais dont les causes profondes apparaissent artificielles ; artificielles parce qu'elles ne prennent en rien appui sur la réalité sociale de la France actuelle, parce qu'elles prolongent un débat désormais anachronique. Refusons résolument ce débat, refusons aussi la querelle des responsabilités : les responsabilités des chefs molletistes et celles des chefs thoréziens sont dialectiquement liées. Mais posons devant les masses que l'union, sans exclusive, de toute la gauche socialiste, est historiquement possible et nécessaire.

La première démarche de ce grand dessein, c'est de prendre partout où nous en serons capables et d'abord sur les questions essentielles, l'initiative d'actions unies. Nous savons que certains de nos camarades venus de la SFIO ou même à l'UGS redoutent l'unité d'action. Nous voulons leur dire que, si leurs craintes ont pu avoir quelques fondements, les choses aujourd'hui, là aussi, ont changé et, à cela se mesure déjà la force de rayonnement et les virtualités du nouveau parti. Des élections récentes l'ont montré et notamment le beau succès de notre camarade Brau. Mais aussi l'orientation donnée par des éléments proches de notre nouveau parti à l'action des comités pour la négociation en Algérie, ou de luttes revendicatives victorieuses dans de grandes entreprises comme la Thomson ou Lacq ou encore l'alliance féconde qui s'est manifestée de deux courants unitaires pour la direction du syndicat de la R.P. de l'enseignement secondaire. En déployant encore plus d'audace, nous répondrons à une attente générale, chaque jour plus impatiente, et nous gagnerons, et le nouveau parti gagnera en effectifs et influence.

Mais cette tactique unitaire ne saurait être détachée de notre stratégie générale : en ce sens, elle n'est pas inconditionnelle. Cela veut dire en premier lieu qu'elle ne saurait servir à épauler une stratégie générale qui n'est pas la nôtre, qui nous paraît erronée du point de vue de l'intérêt du mouvement ouvrier français et qui entraîne à des alliances contre nature : nous aurons tout intérêt à nous montrer réservés, par exemple, devant tel comité où nous rencontrerions le président du groupe parlementaire UNR, M. Schmittlein, sous prétexte qu'il est favorable aux échanges entre les peuples ; libre aussi au Mouvement de la Paix de donner la priorité aux négociations de Genève ou au problème allemand, nous pensons, nous, que la question décisive en France c'est la guerre d'Algérie et non une invasion allemande.

Mais surtout l'action unie est inséparable d'une franche et permanente confrontation idéologique. C'est la condition du progrès du mouvement et à ce niveau, la formule des dirigeants du parti communiste « écartons ce qui nous divise » n'a pas de sens. Il faut, au contraire, qu'entre des gens poussés à la vie politique par le même idéal socialiste progresse le débat des idées. Là encore, parce que nous sommes novateurs, nous n'avons rien à redouter. Déjà le dégel est commencé et quoi que fassent nos adversaires, cette tendance est irréversible. Ceux des anciens militants communistes qui hésitent encore à nous rejoindre, ceux même qui ont résolu de demeurer militants du PCF et qui en approuvent la politique, exigent en tout cas que ce débat s'élargisse et s'enrichisse. Tous comptent sur le nouveau parti pour en accélérer les progrès. Nous devons, sans tarder, organiser à cette fin l'Université socialiste, centre de Recherche, de Documentation, d'Information dont l'influence peut être déterminante, sur la réalité politique mouvante d'aujourd'hui.

Chers camarades, au terme de cette première étape, les chances de notre entreprise se sont affermies. Mais le dessein est vaste et ambitieux. Avec l'énergie, la lucidité et le courage de tous, avec l'afflux d'immenses forces disponibles, nous irons vers l'indispensable unité du mouvement socialiste.

BULLETIN D'ADHESION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

Signature :

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U. 8, rue Henner, PARIS-10e)

AU lendemain des décisions positives intervenues aux Congrès respectifs de l'U.G.S., du P.S.A. et à la Conférence du Groupe de Tribune du Communisme, les trois organisations avaient convoqué leur délégués à la salle des Fêtes d'Issy-les-Moulineaux pour la session commune où s'est réalisée la fusion.

Dès 14 h 30, en groupes nombreux, les militants arrivaient dimanche dans le hall de la salle des Fêtes et, canalisés par les jeunes du service d'ordre aux brassards rouges, gagnaient rapidement la salle aux vastes dimensions. Fraternellement confondus, les militants des trois organisations, échangeaient joyeusement leurs impressions, et de minute en minute chacun se sentait gagné par une émotion compréhensible; l'impression de vivre un événement historique serrait la gorge de la plupart d'entre nous, qu'ils soient vétérans des luttes politiques des dernières décennies, ou jeunes militants engagés dans l'action politique depuis quelques mois.

A quinze heures lorsque Laurent Schwartz ouvrit la séance, plus de trois mille camarades s'étaient rassemblés à l'appel de nos organisations respectives. Tandis que les membres du Comité National Politique prenaient place sur l'estrade, le service d'ordre installait aux deux premiers rangs de fauteuils une cinquantaine de journalistes de la presse internationale, parisienne et de province.

Laurent Schwartz, professeur à la Sorbonne, président du Comité Audin, membre du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme, souhaita la bienvenue aux délégués. Il souligna l'importance de ce congrès d'unification du P.S.U.

« *Le fascisme nous menace*, dit-il; *nous subissons un pouvoir qui dégrade toutes les libertés. Nous avons pu voir l'assassin d'Audin décoré de la Légion d'honneur. La paix en Algérie ne se fera pas toute seule, mais la population commence à prendre conscience de la nécessité de cette paix. Nous devrons œuvrer dans ce sens et, en particulier, il nous faudra arriver à faire basculer le régime réactionnaire que nous ne chercherons pas à remplacer par un régime comparable à celui de la Quatrième République. Nous ne le remplacerons pas pour autant par une*

A la tribune du congrès H. LONGEOT, Ed. DEB A. SAVARY, Ch. HERN

Gilles MARTINET

Ancien secrétaire national de l'U. G. S.

« Insérer le parti dans le monde des travailleurs »

L'heure de l'unification est enfin venue.

Cela a été long et même très long.

C'est que nous avons pris au sérieux ce que nous avons maintenant à faire ensemble.

Si nous avions décidé de constituer une organisation de type électoral ayant pour but de regrouper ceux qui ne veulent aller ni à la S.F.I.O. ni au parti communiste, notre tâche aurait été relativement facile.

Mais nous sommes des gens d'une autre ambition.

Ce que nous voulons créer, c'est l'instrument qui transformera le mouvement ouvrier comme l'ensemble de la gauche française et qui leur permettra de bâtir cette société socialiste démocratique répondant aux conditions historiques de la seconde moitié de XXe siècle.

...Il faut en premier lieu que nous insérions le parti dans le monde des travailleurs.

Si nous avons éprouvé des craintes quant aux

PUBLIQUE SOCIALISTE

le nouveau Bureau National du P.S.U. De gauche à droite : C. BOURDET, REUX, L. SCHWARTZ (président de séance), G. MARTINET, J. POPEREN, U, M. KLEIN, R. VERDIER, J. VERLHAC et J. ARTHUIS.

Démocratie Populaire. Il nous faudra assurer le triomphe d'un socialisme français original qui tienne compte de ce que la France a derrière elle des siècles d'industrialisation et de culture. La classe ouvrière, les paysans, les fonctionnaires, les ingénieurs ont besoin d'un socialisme qui tienne compte de leur condition de vie. La gauche française représente quelque chose d'essentiel pour l'avenir. Divisée par des circonstances diverses, elle est plus homogène qu'elle n'en a l'air. Elle existe, à l'échelon national comme sur le plan international. Nous aurons rempli notre tâche si nous arrivons à la faire émerger. Il nous faudra ensuite réunir les conditions de la gestion ouvrière et démocratique de la société. »

Laurent Schwartz communiqua au congrès la liste des membres du nouveau comité politique national qui furent applaudis par les congressistes.

Il donna ensuite la parole aux représentants des partis socialistes étrangers qui ont tenu à manifester leur solidarité à l'occasion de la création de notre parti. Ce fut d'abord, le camarade Moshe Zertal du Mapam, parti ouvrier unifié d'Israël (1), puis le camarade Moshe Carmel de l'Ahdout Haavoda d'Israël, le camarade Ponitcha Perovicht de l'Alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie et le camarade Alberto Jacometti du parti socialiste italien.

Enfin, le camarade Medhi Ben Barka de l'Union Nationale des Forces Populaires du Maroc affirma sa satisfaction de pouvoir, à l'occasion de la naissance du P.S.U., dire toute la joie et la gratitude que ses amis marocains manifestent à l'égard de Depreux, Savary, Martinet et Bourdet qui apportèrent leur appui aux Marocains pendant la lutte pour leur indépendance.

Laurent Schwartz donna ensuite la parole à Poperen de Tribune du Communisme, puis à Martinet, de l'U.G.S. et enfin à Edouard Depreux.

Après ces trois orateurs, Laurent Schwartz donne la parole à Claude Bourdet qui lut l'appel aux travailleurs lancé par le P.S.U. Avant de se séparer, debout, le congrès chante une vibrante Internationale.

(1) On lira des extraits de ces divers textes en pages 6 et 7.

conséquences de l'unification, c'est en raison de la composition sociale encore mal équilibrée de l'organisation qui va résulter de cette unification.

Et si nous avons surmonté ces craintes, c'est parce que nous avons mesuré l'ampleur du courant de sympathie dont le parti unifié va disposer dans les syndicats, aussi bien dans la C.G.T. que dans la C.F.T.C., à Force Ouvrière que dans la Fédération de l'Education Nationale. Nous avons là une situation extrêmement favorable, dont il faut tirer le maximum d'avantages pour notre premier recrutement.

Un parti socialiste est d'abord un parti ouvrier. Cela ne veut pas dire un parti qui fait de l'ouvriérisme. Cela veut dire un parti qui est capable d'apporter une aide aux travailleurs salariés, capable de donner une réponse pratique aux questions qu'ils se posent.

Cette action en direction de la classe des salariés est d'autant plus nécessaire que cette classe connaît actuellement de grandes transformations et que les partis traditionnels s'y adaptent très mal. Il existe des secteurs entiers — ce sont ceux où le capitalisme applique ses méthodes les plus modernes — où le mouvement ouvrier a perdu pied, et où les syndicats ont les plus grandes difficultés à adapter leurs revendications aux réalités nouvelles. C'est dans ces secteurs qu'il nous faut porter le combat. Nous devons y être les agents de la reconquête socialiste.

...Il nous faut d'autre part construire une organisation qui soit apte à faire face à la situation historique qui accompagnera l'effondrement du régime gaulliste. Plus nous allons et plus nous sommes persuadés que cette chute sera marquée par de grandes tensions et de grandes luttes, et qu'il risque alors de se produire une conjoncture comparable à celles que ce pays a connues en 1936 et en 1945. Réussirons-nous cette fois à annihiler les forces de l'adversaire et à jeter les bases du socialisme ? Ou devrons-nous attendre à nouveau que les victoires populaires se fanent et que se reproduise l'éternel retour en arrière ? Si cela ne dépendait que des partis traditionnels, la réponse serait assez claire. Ces partis n'ont pas changé et ils ne changeront pas, à moins que nous les y obligions par notre action tenace et audacieuse.

Aussi avons-nous besoin non seulement de militants capables et habiles mais encore d'hommes décidés à aller jusqu'au bout de leur tâche, c'est-à-dire d'hommes d'une solide trempe morale.

Ces hommes ne se jugent pas aux discours qu'ils font. On a vu en maintes circonstances — sous l'occupation comme au moment de la crise de mai 1958 — des hommes réputés modérés se comporter avec beaucuop plus de fermeté que d'autres qui faisaient cependant jusque-là parade de leurs sentiments révolutionnaires.

Oui nous avons besoin d'hommes résolus et qui n'aient point d'attaches avec les forces que nous avons pour mission de combattre et de détruire.

Edouard DEPREUX, ancien Secrétaire Général du P. S. A.

« Nous serons des opposants fondamentaux au régime »

En montant à la tribune, Edouard Depreux rappelle tout d'abord avec émotion que c'est dans cette salle où se déroule aujourd'hui cette journée historique, qu'il avait décidé, avec quelques amis, en septembre 1958, de rompre avec « une organisation qui tournait le dos au socialisme ».

« Cette séance de fusion, **dit-il**, prend toute son importance grâce à l'homme qui la préside, notre camarade Laurent Schwartz, l'honneur des intellectuels de notre pays, le président du Comité Maurice Audin. Mais des affaires Audin et Alleg, il y en a, hélas ! beaucoup. Ce sont toutes ces affaires Dreyfus qui doivent, comme à la fin de l'autre siècle, provoquer une lutte de tous les instants pour obtenir une juste solution.

« Je suis satisfait, **dit l'ancien secrétaire général du Parti Socialiste Autonome**, de ce que la totalité des militants de notre parti ait donné leur adhésion au nouveau Parti Socialiste Unifié. »

Regrettant l'absence de Pierre Mendès-France, Depreux en souligne les raisons : « C'est l'intense fatigue physique et morale qui l'a tenu écarté de nos travaux, mais il m'a dit qu'il était entièrement favorable à l'unité d'aujourd'hui.

« Notre premier objectif, **ajoute-t-il**, c'est la paix en Algérie, la paix qui doit être conclue avec tous les combattants, quelles que soient leurs tendances politiques.

« Si la quatrième République est morte tout à la fois de la guerre d'Indochine et de la guerre d'Algérie, elle est morte aussi parce que les promesses du Front Républicain, faites le 2 janvier 1956, n'ont pas été tenues. Il en est ainsi lorsque se produit un divorce réel entre le prolétariat et les institutions.

« C'est pourquoi nous sommes persuadés qu'il ne peut plus y avoir de République démocratique qui ne serait pas une République socialiste.

« Mais pour réaliser cette République socialiste, il faut un parti authentiquement socialiste. Nous l'avons créé. »

Et, envisageant les rapports entre le P.S.U. et le régime actuel, Depreux affirme : « Quelles que soient les modifications que pourrait subir le comportement du général de Gaulle, nous serons des opposants fondamentaux au régime, parce que ce dernier a été imposé par les factieux, parce qu'il porte un péché originel, parce qu'il est prisonnier de ses origines. »

Quant au parti actuel, le secrétaire national en définit les principes d'organisation :

« Le parti n'est jamais un but, c'est un instrument, un moyen. Organiser ce parti, c'est la tâche la plus urgente, la plus exaltante. Un grand parti socialiste moderne n'est pas destiné à réaliser la révolution au jour J. Il ne sera pas plus un rassemblement de comités électoraux.

« Le pouvoir, ce n'est pas le gouvernement, car le véritable pouvoir existe dans le secteur économique où il est exercé par les capitalistes et les grands directeurs. Il faudra se préparer à l'exercer nous-mêmes dans ces secteurs.

« Si le parti doit avoir, nécessairement, une certaine structure, il est nécessaire de se prémunir contre les dangers de la bureaucratie interne. Mais la démocratie n'est pas l'anarchie, car elle ne peut subsister sans autorité. »

Enfin, aux applaudissements de toute la salle, Depreux conclut :

« Ce que nous voulons demain, ce sont des victoires radieuses et non pas des défaites glorieuses ; cela exige une lutte de tous les jours avec un programme précis. Mais, que serait le meilleur des programmes s'il n'existait pas de parti capable de rallier toute la gauche française, sans exclusive. Car notre objectif est de regrouper cette gauche authentiquement socialiste, authentiquement laïque, authentiquement démocratique. »

Socialistes et démocrates étrangers

LA création le 3 avril à Issy-les-Moulineaux du Parti Socialiste Unifié n'est pas seulement un événement national dont toute la presse française a parlé, c'est aussi un événement international. En effet la présence à nos assises d'une importante représentation de délégués étrangers, aussi bien que le grand nombre de messages qui nous sont parvenus de partis socialistes et d'organisations démocratiques de tous les continents, prouvent que la naissance du P.S.U. est saluée comme un événement international.

On lira dans ces pages d'importants extraits du message du Parti Socialiste Italien qui avait délégué à nos travaux le camarade Jacometti, et des discours prononcés par les camarades Perovitcht, de l'Alliance socialiste du peuple travailleur de Yougoslavie qui avait délégué trois de ses dirigeants, et Medhi Ben Barka, de l'Union des Forces Populaires du Maroc.

Les deux partis socialistes de gauche israéliens, le MAPAM et l'Ahdout Haavoda avaient également envoyé d'importantes délégations.

On notait aussi dans la salle d'Issy-les-Moulineaux la présence de représentants du Mouvement Socialiste de Catalogne, du Parti Socialiste Populaire Danois, du Parti ouvrier d'Unification Marxiste, du Parti Socialiste Baath, du Liban, du Bund, de New Left Review de Londres, du journal La Gauche de Belgique, de l'Union Socialiste Espagnole, de la Nouvelle Gauche Socialiste de Suisse, ainsi que d'un observateur du Parti Social-démocrate d'Allemagne, le camarade Gunter Markscheffel.

Enfin, de nombreux messages nous sont parvenus, dont faute de place nous ne pouvons publier que de courts extraits :

● **L. S. SENGHOR**, au nom du **PARTI DE LA FEDERATION AFRICAINE** :

« Je regrette beaucoup de ne pouvoir assister à votre congrès. En effet le P.F.A. est, comme votre parti, un parti socialiste.

« Comme votre parti, nous entendons, en partant de la pensée du socialisme utopique français, en passant par celle de Marx et d'Engels, repenser leurs théories en les confrontant aux réalités de l'Afrique Noire et Berbère.

« Dans notre recherche d'une voie africaine du socialisme, nous vous avons beaucoup emprunté. En effet, si nous sommes socialistes, nous ne pouvons limiter notre univers à la seule Afrique. Comme vous, nous entendons dépasser notre patrie pour construire avec vous une nouvelle civilisation à la mesure de notre planète et du XX[e] siècle. Au nom du P.F.A. je vous adresse mes vœux de succès.

● **Heinz NITTEL**, Vive-Président de **l'UNION INTERNATIONALE DES JEUNESSES SOCIALISTES** :

« Dans la situation difficile que la France traverse depuis longtemps, l'agression contre la République et la démocratie est notre souci constant.

« Les forces socialistes françaises ont une très lourde responsabilité car la défense de la paix dépend principalement d'elles... Souhaitant très sincèrement que tous les authentiques socialistes français soient bientôt réunis dans la cause commune, nous saluons fraternellement votre congrès ».

● **LE PARTI OUVRIER SOCIALISTE LUXEMBOURGEOIS** :

« Nous exprimons le désir sincère que les socialistes français retrouvent aussi vite que possible leur unité si nécessaire tant dans l'intérêt du Socialisme français que dans l'intérêt du socialisme européen ».

● **LE MOUVEMENT POPULAIRE DE RESISTANCE D'ESPAGNE** :

« Interprète du profond désir d'unité et d'action ressenti par l'antifascisme espagnol — que vingt années de terreur n'ont pas réussi à étouffer — le Mouvement Populaire de Résistance salue en l'union des militants socialistes en France la resurrection de la volonté de lutte des forces de la liberté en Europe occidentale et exprime le ferme espoir de trouver dans le P.S.U. un appui fraternel pour continuer son combat à l'intérieur du foyer du fascisme international qu'est l'Espagne franquiste ».

● **LE SOCIALIST PARTY (U.S.A.)**

« Nous espérons que votre unification sera une étape sur la route de la complète unité de toutes les forces démocratiques et socialistes en France ».

● **LA CENTRALE DES METALLURGISTES DE BELGIQUE** :

« qui regrette de devoir décliner votre invitation, ne participant jamais en tant que telle aux réunions des partis politiques « tient toutefois à adresser au P.S.U. ses meilleurs souhaits pour la réussite de ses travaux et des félicitations pour les efforts déployés pour la réunification des forces de la gauche socialiste ».

La place nous manque malheureusement pour citer tous les autres messages, ceux du Parti socialiste de l'Illinois (U.S.A.) de New Left Review, ceux du Parti Socialiste Estonien en exil, ceux de Vincent Bugeja, Président honoraire du Malta Labour Party, de Guy Cudell, député-bourgmestre de St Josse-ten-Noode,etc...

En même temps qu'un gage précieux de solidarité internationale, ces présences et ces messages sont pour nous un encouragement à poursuivre notre combat. Nous ferons le maximum pour ne pas décevoir les espoirs que nos camarades étrangers ont placés en nous.

Moshe CARMEL

(Ahdout Haavoda)

« Rassemblez autour de vous les masses françaises. »

Dans tout pays, l'union des forces fidèles au socialisme, celles qui puisent leurs forces dans le peuple et qui façonnent leur propre vie selon leurs besoins, peut contribuer, par la fidélité à la démocratie et l'adhésion aux principes du socialisme international, aux profits de la paix dans le monde, à l'élévation du travailleur pour mener la société au socialisme.

Au nom de l'Ahdout Haavoda Poaley Zion, je salue la naissance du Parti Socialiste Unifié et lui souhaite de rassembler autour de lui des masses populaires pour réaliser les grandes aspirations de la classe ouvrière française.

Sur la tombe de Léon BLUM

PAR un de ces hasards dont le calendrier a le secret, c'est au jour même du dixième anniversaire de la mort de Léon Blum qu'est né le Parti Socialiste Unifié.

Dans la pensée du millier de socialistes venus se recueillir devant l'émouvante tombe, nombreux, sinon tous, méditaient la sublime leçon de l'homme qui vécut admirablement à l'échelle humaine.

Qu'eût fait Léon Blum devant la lente mais inexorable dégénérescence du socialisme français? Qu'eût fait l'apôtre de la Paix et de la Justice — et nous associons à son nom celui de Jean Jaurès — devant la politique continue de guerres et de violences poursuivie depuis ces quinze années au cours desquelles la vieille S.F.I.O. a lamentablement attaché des noms aujourd'ui symboliquement décriés? Qu'aurait pensé Léon Blum constatant la constante déviation du Parti de Jaurès et de Guesde dans la collaboration gouvernementale aboutissant au Pouvoir absolu d'un homme et à l'effondrement de la Démocratie?

Défilant tristement devant le tumulus où repose le grand homme d'Etat socialiste, les socialistes du P.S.U. n'auraient pu trouver d'autres mots que ceux qu'il écrivit, en 1941, dans sa cellule de Bourassol :

« La France se trouve aujourd'hui vis-à-vis d'un interrègne ».

Il est vrai que — mutatis mutandis — il s'agit aujourd'hui non plus seulement du système politique de la bourgeoisie, et du capitalisme, mais aussi de l'appareil militaire. Effondré au lendemain de 1940, atteint encore par de multiples défaites, cet appareil militaire s'est organisé pour devenir une nouvelle et dangereuse force politique.

Les conséquences sont, hélas, les mêmes, Léon Blum écrivait déjà en 1941 :

« La responsabilité de la défaite n'est pas limitée à la République, elle est étendue à la Démocratie, au dogme de la liberté personnelle, au principe de l'égalité naturelle entre les citoyens ».

Au jour de la renaissance d'une force pure d'un socialisme repensé les militants du Parti Socialiste Unifié venus à Jouy-en-Josas remémoraient les conclusions écrites par Léon Blum dans « A l'échelle humaine ».

« Nous travaillons DANS le présent, non POUR le présent. Quiconque envisage cette perspective se sent animé d'un invincible espoir. Quand l'homme se trouble et se décourage, il n'a qu'à penser à l'Humanité ».

Directeur-Gérant : Roger CERAT

Imprimerie René Boulanger
60, rue René-Boulanger, PARIS-10[e]

— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués.

Alberto JACOMETTI,

transmet le

MESSAGE

du Comité directeur du Parti Socialiste Italien

Chers Camarades,

J'ai l'honneur d'apporter à votre Congrès le salut fraternel et les vœux les plus cordiaux du Comité directeur du Parti Socialiste italien. Ce salut et ces vœux ne sont pas l'expression d'un devoir de courtoisie, mais le signe de la profonde solidarité que le mouvement ouvrier italien a toujours ressentie envers le mouvement ouvrier français.

Le long exil dans votre pays, que de nombreux socialistes italiens ont subi pendant l'oppression fasciste, la participation de camarades italiens à vos propres luttes contre le nazisme et le fascisme, ont créé des liens en vertu desquels chaque moment d'angoisse des travailleurs français est partagé par les travailleurs italiens, chaque journée de joie des camarades français est une journée de joie pour les camarades italiens.

Pour les socialistes italiens, il peut, il doit y avoir une solidarité socialiste internationale beaucoup plus vaste que celle qui s'est réalisée après la deuxième guerre mondiale. Il peut y avoir une organisation socialiste internationale qui ne soit une organisation socialiste régionale de l'Europe occidentale, mais une organisation groupant tous les travailleurs qui se battent pour leur émancipation et leur indépendance politique, économique et sociale dans tous les continents.

L'essor des mouvements qui luttent pour l'indépendance nationale en Afrique et en Asie et pour la pleine autonomie nationale en Amérique latine ouvre des perspectives que le mouvement ouvrier européen avait toujours préconisées et qui retrouvent chaque jour de nouveaux témoignages dans les liens que le P.S.I. a réussi à établir avec les différents mouvements d'émancipation nationale de tous les continents. Ces perspectives sont devant nous. Le mouvement ouvrier européen a le devoir de les soutenir sur le plan aussi bien économique que politique, d'en faire des pespectives ouvertes à l'établissement de nouveaux liens de solidarité internationale sur les bases du socialisme et de la démocratie.

Pour accomplir cette tâche le socialisme a besoin de son entière indépendance, non seulement à l'intérieur des différents pays, mais aussi dans les rapports internationaux. Dans un monde divisé en blocs politiques et militaires opposés, le socialisme ne peut se reconnaître dans aucun des deux blocs : il deviendrait un élément dans la stratégie et dans l'équilibre des blocs.

C'est pour cela que le P.S.I., en suivant sa tradition, a pris position, dès le lendemain de la deuxième guerre mondiale, en faveur d'une politique de neutralité de l'Etat en menant une lutte conséquente contre la division du monde en blocs opposés.

C'est pour cela que le mouvement socialiste enropéen doit lutter énergiquement en vue de réduire les engagements militaires de toutes les nations, de créer les conditions favorables au désarmement et des zones de désengagement militaire et politiques et de préparer ainsi, dans la sécurité mutuelle, la liquidation des blocs de puissances et le passage de la coexistence à la collaboration internationale.

La voie ne sera vraiment ouverte au socialisme que le jour où les blocs seront démantelés, les armes atomiques détruites, les armées démobilisées ; le jour où l'O.N.U. sera vraiment devenue la Cour Suprême entre toutes les nations ; le jour où aucune différence en droit ne sera faite entre les diverses nations, qu'elles soient grandes ou petites.

C'est ce jour-là — qui n'est peut-être pas trop éloigné et que nous devons préparer de tous nos efforts — que notre fidélité à nos principes de socialisme et de liberté acquérera toute sa valeur. C'est ce jour-là que l'existence d'un noyau important du mouvement ouvrier européen ayant prouvé que « socialisme » et « liberté » ne font qu'un, pourra contribuer à rendre plus socialiste le monde occidental et plus démocratique le monde oriental.

Nous sommes convaincus, camarades français, que votre parti est destiné à donner son apport à cet effort commun, et c'est pourquoi, en vous renouvelant les vœux du Parti Socialiste Italien, je tiens à crier :

Vive le Socialisme français !

Vive le Socialisme !

...aluent la naissance du P. S. U.

Punicha PEROVICHT

de l'Alliance Socialiste du

Peuple travailleur de Yougoslavie

"Le P.S.U. contribuera au renforcement du socialisme en France"

Chers Camarades,

Chers Amis,

Au nom de l'Alliance Socialiste du Peuple Travailleur de Yougoslavie, permettez-moi de saluer votre Congrès qui effectue aujourd'hui une tâche importante d'unification de certaines forces de la gauche socialiste de France.

L'Alliance Socialiste du Peuple Travailleur — au nom de laquelle notre délégation assiste aujourd'hui à votre Congrès — représente une vaste organisation groupant plus de six millions de membres qui luttent pour le socialisme et une vie meilleure de nos peuples. L'Alliance Socialiste, au sein de laquelle se trouve également la Ligue des Communistes de Yougoslavie, constitue la base politique de notre système socialiste et la force principale par laquelle la classe ouvrière et les peuples yougoslaves assument les tâches posées par l'édification socialiste.

Il importe de souligner qu'aujourd'hui le rôle, et par conséquent aussi la responsabilité du mouvement ouvrier et socialiste international, dans la lutte pour la paix et la réalisation du progrès social s'est agrandi comme jamais auparavant. Malgré la division des forces socialistes et les différences idéologiques souvent profondes à l'échelle nationale et internationale, les masses des travailleurs et les peuples du monde ne peuvent pas ne pas voir dans ces forces ce facteur décisif qui par sa lutte leur assurera un développement pacifique et le progrès social.

Aujourd'hui comme par le passé, le mouvement ouvrier yougoslave fait tout son possible pour établir une coopération avec tous les partis et les mouvements réellement socialistes et progressifs qui sont prêts à œuvrer pour la paix et la coexistence, pour une solution progressiste des problèmes du développement international, problèmes qui aujourd'hui sont très nombreux dans le monde. Nous, membres du mouvement ouvrier yougoslave, nous voyons aussi dans le développement pacifique et la coopération des forces socialistes de tous les pays la condition de l'évolution progressiste et socialiste ultérieure de la société dans son ensemble.

En envoyant une délégation à votre Congrès, l'Alliance Socialiste de Yougoslavie est persuadée que l'unification des partis et des groupes qui se rallient au nouveau Parti Socialiste Unifié sera une nouvelle contribution au renforcement des forces progressistes, socialistes et démocratiques de France. En même temps, nous pensons que l'existence et l'activité de votre nouveau parti aura une répercussion favorable aussi bien sur le développement intérieur de votre pays que sur la solution des problèmes non résolus du développement international.

Pour terminer, je voudrais vous informer que bientôt aura lieu le Cinquième Congrès de l'Alliance Socialiste du Peuple Travailleur de Yougoslavie et que nous serions heureux de recevoir à ce Congrès une délégation de votre Parti Socialiste Unifié qui, à cette occasion, aura la possibiilté d'approfondir la connaissance de nos problèmes et des succès de notre édification socialiste. Il va sans dire que nous désirons entretenir à l'avenir avec votre parti des rapports de coopération et d'échange mutuel d'opinion et d'expérience.

Je vous souhaite, chers Camarades et Amis, beaucoup de succès dans votre travail futur.

Medhi Ben BARKA

de l'Union Nationale

des Forces Populaires (Maroc)

"Votre parti provoque de grands espoirs au Maroc"

Chers Camarades,

Je voudrais tout d'abord vous exprimer, au nom de l'Union Nationale des Forces Populaires du Maroc, notre satisfaction de la création en France du Parti Socialiste Unifié. Je tiens aussi à vous dire la joie et la gratitude de mes amis marocains à l'égard d'hommes comme Edouard Depreux, Gilles Martinet, Claude Bourdet, Alain Savary, et je m'excuse de ne citer que ces quelques noms parmi tous ceux d'entre vous qui ont apporté leur appui à notre peuple pendant sa lutte pour son indépendance.

Nous aussi, nous avons créé notre Union Nationale contre l'action dissolvante de la réaction. Nous aussi nous avons abandonné les vieilles structures du parti de l'Istiqlal pour pouvoir donner à notre indépendance un contenu de progrès et de démocratie.

Il nous faut en effet traduire la libération du Maroc par une libération de chaque marocain. Cette libération populaire sera le fruit d'une longue lutte quotidienne qu'il nous faut mener à la base au sein des masses ouvrières et paysannes.

Cette lutte doit être menée non seulement à l'échelon national marocain, mais aussi sur le plan africain, car il faut que dans cette Afrique nouvelle qui se bâtit la libération nationale ne se traduise pas par une régression. Pour nous l'indépendance doit se traduire par un mieux-être des peuples d'Afrique.

Pour cette lutte nous avons besoin de la solidarité des autres peuples d'Europe et du monde. C'est pourquoi la naissance du P.S.U. provoque de grands espoirs au Maroc, car nous désirons pouvoir compter en France sur toutes les forces de progrès.

Nous vous souhaitons, chers camarades du Parti Socialiste Unifié, un plein succès.

Moshe ZERTAL

du M.A.P.A.M.

« Nous saluons avec joie votre décision. »

Nous faisons et nous ferons de notre mieux pour préserver la paix et pour établir des contacts avec tous les socialistes et les éléments progressistes arabes. Nous sommes certains que vous allez nous apporter votre meilleure aide pour établir et renforcer les contacts et jeter le pont de l'amitié, du progrès et de la paix au Moyen-Orient. Nous voulons espérer que pendant la conférence au sommet qui aura lieu à Paris dans six semaines, les grandes puissances apporteront au Moyen-Orient la détente et la neutralisation.

Nous saluons votre décision d'unir toutes les forces de la gauche socialiste en France. Nous espérons que le Parti Socialiste Unifié en France apportera son concours le plus efficace à l'unité internationale de la gauche socialiste et nous vous assurons que le Mapam sera toujours prêt à une coopération étroite pour la victoire du progrès, du socialisme, de la paix.

Le Comité Politique National du P.S.U.

La nouvelle direction du P.S.U. a été proclamée dimanche, à Issy-les-Moulineaux. Suivant les accords conclus, les organisations fusionnant avaient désigné la veille dans leurs congrès respectifs les membres chargés de les représenter au Comité Politique National du P.S.U. pour la période transitoire qui précèdera le premier congrès organique. Le C.P.N. est donc composé de 25 membres venant du P.S.A., 25 membres venant de l'U.G.S. et 5 venant de Tribune du Communisme. Le Bureau National de 11 membres est composé de 5 camarades désignés par le P.S.A., 5 désignés par l'U.G.S. et 1 par Tribune du Communisme. Enfin, le secrétariat national est de trois membres, Edouard Depreux, secrétaire national (ex-P.S.A.), et deux secrétaires nationaux adjoints, Gilles Martinet et Henri Longeot (ex-U.G.S.). **Nous publions la liste dans l'ordre où ils ont été élus dans leurs congrès respectifs. Les noms en gras sont ceux des membres du Bureau national.)**

VENANT DU P.S.A.

Edouard Depreux, Alain Savary, Robert Verdier, Maurice Klein, Daniel Mayer, Jean Binot, Raymond Badiou, Tanguy-Prigent, André Seurat, Jean Rous, Guy Desson, Mireille Osmin, Charles Lussy, **Charles Hernu,** Robert Cheramy, Marcel Roubault, Roland Florian, André Hauriou, René Fallas, Maurice Laval, André Philip, Jean Moschetti, André Joublot, Georges Suffert, Henry Humblot.

VENANT DU L'U.G.S.

Louis Guery, **Claude Bourdet,** Alexandre Montariol, Michel Barthod, Pierre Belleville, Marc Serratrice, **Henri Longeot, Gilles Martinet,** Georges Tamburini, Bernard Smagghe, André Garnier, **Jean Verlhac,** Roland Filiatre, **Jean Arthuys,** Robert Moussay, Pierre Naville, Raymond Viaud, Yvan Craipeau, Roger Beaunez, Henri Remy, Georges Servent, Jean-Pierre Delaville, Charles Picant, Pierre Stibbe, Yves Dechezelles.

VENANT DE TRIBUNE DU COMMUNISME

Serge Mallet, Ludovic Marcus, Marcel Penin, **Jean Poperen,** Olivier Revault d'Allonnes.

Ajoutons que les camarades dont les noms suivent et qui faisaient partie de la C.A.P. du P.S.A. n'ont pas présenté leur candidature au Comité Politique National du Parti Socialiste Unifié. Il s'agit de : Gilberte Brossolette, Jean Charlot, Antoine Mazier, Oreste Rosenfeld et Pierre Rimbert.

A l'U.G.S., les camarades : Edmond Barthélemy, André Buisson, Paul Fraisse, Michel Tardy, Paul Drevet, Jean-Paul Deron, Jean Bron et Jean Chauvet, qui faisaient partie de l'ancien Comité Politique, n'avaient pas représenté leur candidature.

P.S.U.

APPEL aux travailleurs

TRAVAILLEURS de France,

Ce que vous attendiez est fait : un Parti vraiment socialiste, instrument de combat au service du monde du travail et de la démocratie pour défendre et élargir les libertés, soutenir les intérêts des producteurs que le capitalisme rançonne, instaurer par l'entente internationale des travailleurs des villes et des campagnes une paix réelle et durable.

Le Parti Socialiste Unifié, issu de la fusion des trois mouvements qu'animait cet idéal commun : Parti Socialiste Autonome, Union de la Gauche Socialiste, Tribune du Communisme, n'a pas d'autre objet et ne veut pas connaître d'autre but.

LA guerre d'Algérie après celle d'Indochine, le manque de clairvoyance et de courage des gouvernants de la IVe République, ont ouvert la voie à un régime de fausse grandeur, incapable de faire la paix en Algérie, qui sape les libertés, sacrifie les classes populaires et ouvre la voie au fascisme militaire. Il ne pouvait en être autrement : derrière la pitoyable histoire de ces dernières années, on retrouve l'avidité et la médiocrité d'un capitalisme engraissé par les rapines coloniales et installé dans l'exploitation des travailleurs.

Nous sommes certains que notre pays, riche de son sol et de ses possibilités humaines et techniques, peut assurer, dans la liberté, le plein emploi et un niveau de vie élevé à tous ses citoyens, tout en accomplissant sa mission de coopération avec tous les peuples.

Pour cela, il faut enlever leur pouvoir aux forces qui empêchent notre pays de progresser, il faut mettre à bas le régime politique des généraux et des technocrates, il faut aussi combattre et vaincre l'offensive réactionnaire et cléricale, l'obscurantisme inhérent au pouvoir personnel, restaurer la laïcité de l'école, instaurer celle de l'Etat dans tous les domaines.

Ce qui signifie qu'il faut abattre le système qui a engendré la plupart des maux actuels et qui les entretient : le régime capitaliste, pour faire place à un gouvernement du peuple, à une société juste, à une société socialiste.

AUJOURD'HUI le socialisme peut réaliser la justice et le bonheur pour tous : ce n'est plus une utopie. Il s'agit de rationnaliser la production au service de tous, de briser les coalitions financières, de prendre en main l'économie. Il s'agit de reconnaître au travail sa dignité et ses droits, de permettre aux travailleurs d'assumer pleinement leurs responsabilités depuis l'entreprise jusqu'à l'Etat lui-même. C'est à cette conquête que nous vous appelons — non pas pour un avenir lointain : pour tout de suite.

Le socialisme, c'est aussi le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est la négociation et la paix en Algérie ; c'est la laïcité, c'est le refus du militarisme, c'est le désarmement, la coexistence pacifique entre les peuples, la solidarité active entre toutes les nations devenues indépendantes, l'exemple donné au monde d'un pays qui a choisi la paix.

TRAVAILLEURS de France, le Parti Socialiste Unifié est la force qui monte à l'assaut de toutes les citadelles de l'égoïsme et de la réaction. Nous les abattrons et nous construirons la VIe République, la République Socialiste Française.

VOUS VOULIEZ VOUS BATTRE, VOUS CHERCHIEZ DES RAISONS D'ESPERER. LE PARTI SOCIALISTE UNIFIE VOUS LES APPORTE.

I.R.B., 60, r. R.-Boulanger, Paris-10e

8